

LES APPELS A L'ANGLETERRE

DES PARTIS FRANÇAIS EN LUTTE

(1411-1418)

PAR
JACQUES BOITEL

AVANT-PROPOS

SOURCES — OUVRAGES CITÉS

INTRODUCTION

Ce travail se proposait primitivement d'étudier les relations politiques de Jean sans Peur, duc de Bourgogne, avec l'Angleterre depuis son avènement jusqu'à sa mort. Au cours de nos travaux préliminaires, nous avons été amené à le modifier quelque peu pour les raisons suivantes : *a)* Ces relations ne revêtent un caractère politique qu'à partir de 1411. — *b)* Après la victoire, pour longtemps assurée, du parti bourguignon en 1418, elles se confondent avec les relations franco-anglaises et perdent leur aspect particulier. — *c)* Elles sont indissociables de l'alliance anglo-orléanaise de 1412, ce qui nous a conduit à en approfondir l'étude.

Bien qu'ils soient loin d'être inconnus, les rapports des partis bourguignon et armagnac avec l'Angleterre n'ont pas fait l'objet, dans leur ensemble, de recherches spéciales. Jusqu'ici, ceux qui les ont subsidiairement abordés ont, pour la

plupart, puisé leurs sources dans les grandes collections de textes ou dans les dires des historiographes, ne laissant pas souvent d'être influencés par le violent parti pris qui caractérise ces derniers. Nous tentons de présenter cette question d'une manière plus objective en nous appuyant autant que possible sur les documents d'archives, ou, lorsque ceux-ci font défaut, en confrontant les données historiographiques.

Les interventions anglaises dans l'histoire intérieure de la France pendant ces huit années sont fonction de la lutte des deux partis, devenus irréconciliables depuis le meurtre de Louis d'Orléans. Vers 1411, les forces en présence sont à peu près égales et l'appui de l'étranger apparaît comme le moyen de rompre cet équilibre. Les relations commerciales que ses sujets entretenaient avec l'Angleterre furent la voie qui amena Jean sans Peur à demander l'aide d'Henri IV.

CHAPITRE PREMIER

LE PREMIER APPEL AU ROI D'ANGLETERRE.

Les comptes du duc de Bourgogne permettent de déceler le caractère politique des rapports anglo-bourguignons dès le printemps de 1411. Ces rapports sont tout d'abord sporadiques, puis s'intensifient au fur et à mesure que le conflit intérieur devient plus aigu en France et les besoins militaires de Jean sans Peur plus pressants. Ils se transforment, à l'automne de la même année, en l'envoi, par Henri IV, d'une véritable ambassade et d'un corps expéditionnaire dirigés par le comte Thomas d'Arundel. Les troupes anglaises, dont certaines avaient déjà pris part à la campagne de Montdidier l'été précédent, entrent dans Paris avec les Bourguignons, contribuent à chasser les Armagnacs de Saint-Cloud et à les poursuivre jusqu'à Étampes. Toutefois, les instructions données par Henri IV à ses plénipotentiaires et la rapidité avec laquelle fut congédié le renfort montrent que, ni d'un côté ni de l'autre, on n'avait l'intention de conclure

un véritable pacte d'alliance. Les ambassadeurs anglais n'avaient guère qu'un rôle d'informateurs et Jean sans Peur ne tenait pas essentiellement à contracter des obligations envers Henri IV : il lui suffisait d'avoir tiré profit de son appel en acquérant, par son retour à la Cour, une influence prépondérante. Néanmoins, il garde le contact et espère que le mariage de sa fille Anne avec le prince de Galles pourra lui ménager un appui outre-Manche.

CHAPITRE II

L'ALLIANCE ANGLO-ORLÉANAISE.

L'orientation nouvelle de la politique anglaise à l'égard des partis français, au début de 1412, a deux raisons : d'une part le désir du parti armagnac de regagner le terrain perdu en usant du même procédé que le duc de Bourgogne, d'autre part un changement d'influence à la cour d'Henri IV, où la prépondérance passe du prince de Galles, favorable au duc de Bourgogne, au duc de Clarence, dont les sympathies vont aux princes confédérés. Le roi d'Angleterre conclut avec eux, le 18 mai 1412, un véritable pacte d'alliance, après s'être assuré de la neutralité économique des Flamands. Il le met aussitôt à exécution par l'envoi en France d'un important corps expéditionnaire commandé par le duc de Clarence.

Les tractations révélées à temps permettent au duc de Bourgogne de réagir avant même d'avoir reçu notification officielle du désistement anglais : il décide Charles VI à envoyer une expédition punitive contre le duc de Berry, non sans exprimer clairement son dépit dans une longue lettre au prince de Galles. La lassitude des deux partis amène la conclusion de la paix d'Auxerre (22 août 1412), qui rend inutile l'intervention du duc de Clarence, dont on doit acheter le départ par une transaction conclue à Buzançais (14 novembre).

Au contraire des premiers rapports du duc de Bourgogne avec l'Angleterre, le rapprochement anglo-orléanais a le

caractère d'une véritable alliance. De plus, alors que Jean sans Peur a traité avec Henri IV en homme d'État et presque d'égal à égal, les princes n'ont pas su se comporter, vis-à-vis du roi anglais, autrement que comme des vassaux envers leur seigneur. Leur tentative a d'ailleurs échoué et leur politique sera désormais d'inspiration plus française.

CHAPITRE III

LE RAPPROCHEMENT ANGLO-BOURGUIGNON.

Nouveau revirement de la politique anglaise après la mort d'Henri IV. La réaction anticabochienne oblige Jean sans Peur, traqué par l'offensive militaire de Charles VI, à chercher de nouveau l'appui anglais. Voyant dans un rapprochement avec ce dernier, d'une part, le moyen de se préparer une voie d'invasion plus commode au point de vue stratégique que le Sud-Ouest, désirant, d'autre part, entretenir la discorde en France, Henri V se décide à écouter les sollicitations du duc de Bourgogne (Conférence de Leicester). Les exigences du roi d'Angleterre, désireux avant tout d'introduire Jean sans Peur dans son jeu, sont trop fortes : entretiens d'Ypres où le duc de Bourgogne évite de s'engager.

Les préliminaires d'Arras mettent fin à la campagne du roi de France. Sentant son partenaire lui échapper, Henri V provoque une nouvelle rencontre à Saint-Omer (fin septembre 1414), où il s'efforce d'amener Jean sans Peur à mettre le roi de France au nombre de leurs ennemis communs et où il lui réclame des garanties territoriales en échange d'une aide militaire éventuelle. Jean sans Peur ayant formulé des réserves sur ce dernier point, la négociation reste encore une fois en suspens.

Ainsi, on peut affirmer qu'il n'y a pas eu de véritable alliance et ce qu'on appelle communément les traités ou conventions de Leicester, Ypres et Saint-Omer ne sont, en réalité, que des comptes-rendus, des procès-verbaux de conférences.

CHAPITRE IV

DE LA PAIX D'ARRAS A LA PRISE DE PARIS.

La conclusion de la paix d'Arras (février 1415) a pour résultat un certain refroidissement dans les rapports anglo-bourguignons, dû en grande partie à Jean sans Peur lui-même, que sa nouvelle réconciliation avec le parti armagnac sortait de l'impasse où l'avait acculé Henri V.

Il ne semble pas que les rapports avec l'Angleterre, d'ailleurs assez confus au moment où commence la première offensive anglaise en France, soient la raison de l'absence du duc à Azincourt. Cette abstention paraît bien plutôt due à la crainte qu'éprouvait le parti du duc d'Orléans de voir le Bourguignon réapparaître dans l'entourage royal. En effet, si ce dernier empêche ses vassaux et le comte de Charolais d'obéir à la semonce du roi, on constate toutefois qu'il s'occupe activement de rassembler des troupes pour l'ost royal ; mais il voulait les commander lui-même.

Il tente ensuite de profiter du désarroi provoqué par la défaite chez ses adversaires, mais l'attitude résolue du connétable d'Armagnac le rejette du côté de l'Angleterre. Poussé par les Flamands qui viennent de renouveler les trêves marchandes, il conclut avec Henri V une alliance partielle (24 juin 1416) préservant la Flandre et l'Artois de toute opération militaire. Une rencontre a lieu à Calais au début d'octobre 1416. On a dit que le duc de Bourgogne y conclut un véritable pacte infernal avec le roi d'Angleterre ; mais l'examen des textes, qui ne sont d'ailleurs que des minutes, montre que ce dernier formula des exigences telles qu'il était impossible à Jean sans Peur d'y souscrire. Il est donc inutile de chercher dans la politique ultérieure du duc des éléments prouvant que la simultanéité des attaques anglaise et bourguignonne résulte d'une entente, même tacite, qui aurait nécessité des contacts beaucoup plus fréquents que ceux dont les archives ont laissé la trace.

D'autre part, la surprise de Paris par les troupes bourguignonnes, le 29 mai 1418, permet à Jean sans Peur de réaliser son dessein : la mainmise sur la personne du roi.

CONCLUSION

Si Henri IV ne semble pas avoir eu de politique bien définie en ce qui concerne les interventions en France, Henri V en a usé comme d'un moyen de faciliter la réalisation de ses desseins. Le parti des princes était une mosaïque sur laquelle il ne lui était guère aisé de construire, alors que le duc de Bourgogne pouvait être un précieux auxiliaire.

De son côté, Jean sans Peur considère le recours à l'Angleterre comme l'appoint qui lui donnera la suprématie sur ses adversaires. L'influence flamande sur sa politique est moins considérable qu'on ne l'a cru et les assertions selon lesquelles son ambition secrète aurait été de monter sur le trône de France ne paraissent pas devoir être retenues. Dans la partie qui se jouait, il ne sut pas prendre résolument position pour une alliance anglaise. Manque d'habileté que confirme la confusion qui suivit son accession au pouvoir.

PIÈCES JUSTIFICATIVES
